

ILS NE NOUS METTRONS PAS À GENOUX !

Bien que la propagande gouvernementale et une grande partie des médias à son service n'en font pas état, la lutte contre la réforme des retraites ne cesse de s'amplifier, des centaines de milliers de manifestants à chaque appel national interprofessionnel, et surtout, des grèves et des actions qui ne cessent de s'étendre. Les « couacs », les cafouillages et l'amateurisme dont fait preuve l'exécutif en place, attestent de la difficulté dans laquelle ils sont. Néanmoins, ils persévèrent, refusant d'écouter la colère des travailleurs et du peuple qui grande.

Démocratie disent-ils, présenter et soumettre au vote des députés un projet de loi partiel, qui sera ensuite complété par 29 ordonnances est-ce bien ça la démocratie ? Un tel vote des députés serait tout simplement la signature d'un chèque en blanc au gouvernement, n'est-ce pas prendre les députés pour des naïfs, des ignorants soumis aux ordres ?

Démocratie, alors que ce gouvernement reste sourd aux multiples institutions qui se positionnent contre ce projet pour des raisons multiples et diverses, le Conseil d'Etat lui-même émet des réserves sur les lacunes du projet. Se dire démocratique et faire fi de la mobilisation depuis le 5 décembre, mouvement soutenu par 61 % de la population, 71 % de celle-ci demandant le retrait et refusant ce projet néfaste de réforme des retraites ?

Seule réponse de ce gouvernement autoritaire, les violences et la répression policière, 25 manifestants y ont laissé un œil, 5 une main, des dizaines de militants (95 % cégétistes) se sont retrouvé ou sont encore sous le coup de condamnations, de gardes à vue et autres procédures juridiques, allant même jusqu'à verbaliser dans les cortèges des véhicules d'UD et d'UL ainsi que ceux de dirigeants de syndicats. Le tout s'additionnant avec des centaines de procédures disciplinaires en entreprises, électriciens et gaziers, RATP, SNCF, commerce, et bien d'autres, dont nombre de camarades de nos syndicats.

Oui, drôle de conception de la démocratie qu'a ce gouvernement, plus prompt à la répression des manifestants, militants ou opposants, que prêt au débat contradictoire. L'emploi de telles méthodes atteste aussi de leurs difficultés mais surtout de leur autoritarisme monarchique, il leur faut des travailleurs, un peuple soumis, malléable corps et âme, exploitable et résigné.

La démocratie c'est tout le contraire, ce n'est pas taire les voix mais justement le moment où on donne de la voix.

Dans la lutte, les grèves et les manifestations, massivement nous devons y être pour refuser et s'opposer à leur dictat. Nos anciens l'ont déjà fait en 36, 68, 95, 2006 et bien avant en 1789.

LA FNIC-CGT APPELLE L'ENSEMBLE DE SES SYNDICATS À SE JOINDRE À L'APPEL NATIONAL INTERPROFESSIONNEL :

Jeudi 27 février

À SE METTRE EN GRÈVE ET À PARTICIPER À TOUTES LES ACTIONS QUI SERONT ORGANISÉES EN TERRITOIRE.

NON AUX VIOLENCES ET À LA RÉPRESSION POLICIÈRE, NON AUX ATTEINTES À LA LIBERTÉ SYNDICALE, NON À LEUR RÉFORME DES RETRAITES ET AU CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ QU'ILS VEULENT NOUS IMPOSER.

OUI À UN AVENIR DE PROGRÈS SOCIAL